

## CHRONIQUES

### Sociétés et autres groupements

#### Sociétés civiles, associations et autres groupements

David Hiez

Professeur de droit privé,  
Université du Luxembourg, Faculté  
de droit, d'économie et de finance

### Institutionnalisation

395

#### 1. Poursuite des ajustements institutionnels consécutifs à la disparition de la délégation à l'économie sociale et solidaire

(Décr. n° 2018-97 du 13 févr. 2018 modifiant le décr. n° 2004-1203 du 15 nov. 2004 portant création d'une direction générale du Trésor au ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi)

Après la suppression de la délégation ministérielle à l'économie sociale et solidaire, remplacée par le haut-commissaire éponyme<sup>(1)</sup>, il convenait d'adapter la structure du ministère du Trésor auquel cette délégation était rattachée.

En conséquence, la direction du Trésor perd la compétence de promotion et de soutien de l'économie sociale et solidaire<sup>(2)</sup>. Positivement, la direction générale du Trésor se voit confier la participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de régulation « de l'impact social et environnemental »<sup>(3)</sup>.

(1) V. RTD com. 2018. 147, n° 1.

(2) Décr. n° 2004-1203 du 15 nov. 2004, art. 2, al. 10, abrogé par décr. n° 2018-97 du 13 févr. 2018, art. 1, al. 1 et 6.

(3) Décr. n° 2004-1203 du 15 nov. 2004, art. 2, al. 4, mod. décr. n° 2018-97 du 13 févr. 2018, art. 1, al. 1 et 2.

## Capacité juridique

### 2. Conditions de l'opposition à une libéralité à une association étrangère

(CE, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> ch., 30 mars 2018, n° 411124, Lebon ; AJDA 2018. 716 ; JurisData n° 2018-004657)

396

Le contrôle des libéralités aux associations s'est considérablement allégé depuis dix ans<sup>(4)</sup>, mais il n'a jamais totalement disparu. Les pouvoirs publics conservent le pouvoir de s'y opposer, dans des limites que la jurisprudence précise petit à petit. L'hypothèse qui a donné lieu à la présente décision était délicate à plusieurs titres : non seulement il s'agissait d'une donation à une association étrangère, pour laquelle le soupçon se renforce de leur éloignement et de la moindre connaissance qu'on a de leur objet réel et fonctionnement, mais en outre on était en présence d'une association potentiellement sectaire (le mouvement raëlien international). Preuve que la question était délicate : les premiers juges comme les juges d'appel avaient annulé la position ministérielle à la libéralité, avant que le Conseil d'État ne vienne donner raison au ministre.

On aurait tout d'abord pu s'interroger sur la procédure à suivre dans cette hypothèse : en effet, l'article 910 du code civil, siège de la matière, contient des dispositions potentiellement contradictoires. Son alinéa 2 refuse aux mouvements sectaires le bénéfice de la libre acceptation et les soumet à l'exigence de l'autorisation administrative préalable, tandis que son alinéa 5 reconnaît la libre acceptation des libéralités aux États ou associations étrangères avec possibi-

lité d'opposition par le ministre de l'Intérieur. Comment traiter la libéralité à un mouvement sectaire étranger ? La conciliation des textes aurait pu être discutée, mais le décret d'application<sup>(5)</sup> tranche en faveur de la libre acceptation<sup>(6)</sup>.

La question à trancher par le juge est donc seulement celle des motifs possibles de l'opposition du ministre de l'Intérieur. L'article 910 du code civil n'en dit absolument rien, renvoyant à un décret la détermination des conditions dans lesquelles l'autorité compétente peut former opposition<sup>(7)</sup>. Or le décret sus-évoqué de 2007 dispose à son article 6-4 :

« Au vu des avis recueillis, le ministre de l'Intérieur peut faire usage de son droit d'opposition à l'acceptation des libéralités consenties aux États ou établissements étrangers, pour les motifs tirés : 1° des engagements internationaux souscrits par la France ou de la défense de ses intérêts fondamentaux ; 2° de la nature des activités de l'établissement étranger ou de ses dirigeants, en particulier celles visées à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 juin 2001 susvisée. »

Le ministre de l'Intérieur peut également faire usage de son droit d'opposition lorsque l'établissement étranger ne justifie pas que son droit national lui reconnaît la capacité juridique de rece-

(4) Ord. n° 2005-856 du 28 juill. 2005, art. 1<sup>er</sup>, JO 29 juill. 2005, mod. C. civ., art. 910.

(5) Décr. n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'art. 910 du code civil.

(6) Décr. n° 2007-807 du 11 mai 2007, art. 6-4.

(7) C. civ., art. 910, al. 5.

voir des libéralités ou lorsque son objet statutaire ne lui permet pas d'exécuter les charges liées à la libéralité.

C'est le 2° de l'article qui est ici applicable. Et comme l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 juin 2001 définit les mouvements sectaires, il paraît clair que le ministre de l'Intérieur peut s'opposer aux libéralités faites à ces mouvements. La solution semble d'autant plus cohérente que les libéralités faites à des mouvements sectaires français sont traitées plus restrictivement, puisque soumises à autorisation préalable<sup>8</sup>.

Et pourtant, les juges du fond avaient annulé l'opposition ministérielle. Pour statuer ainsi, les juges s'étaient fondés sur le fait que « cette association n'était pas interdite en France » et que les donateurs, « qui en étaient membres actifs, n'étaient pas défavorablement connus des services de police ». Le Conseil d'État considère cette justification insuffisante et reproche à la cour administrative d'appel de ne pas avoir recherché « si les activités de cette association, en France mais aussi à l'étranger, n'étaient pas contraires à l'ordre public ».

On comprend bien le raisonnement des juges du fond, comme la réticence du Conseil d'État, mais les contours précis de la solution positive demeurent incertains. Les juges du fond ont considéré que l'association ne devait pas être si dangereuse puisqu'elle n'avait fait l'objet d'aucune procédure de dissolution en France, comme le permet l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 juin 2001 déjà évoqué. Ce simple constat ne convainc pas le

Conseil d'État, et de fait l'article 6-4 du décret de 2007, qui fixe les conditions justificatives de l'opposition, vise les activités de l'association et confère donc au ministre le pouvoir d'apprécier si celles-ci ne sont pas contraires à l'ordre public. En ce cas, le ministre n'est pas tenu d'interdire la libéralité, ce n'est pour lui qu'une possibilité<sup>9</sup>.

Le Conseil d'État estime que le juge doit, pour apprécier la décision d'autorisation ou d'interdiction, vérifier que ces activités ne sont pas contraires à l'ordre public. L'incertitude de l'arrêt concerne le traitement qu'il faut accorder aux activités « en France mais aussi à l'étranger » visées : faut-il comprendre que le juge doit avoir une approche globale des activités en France et à l'étranger ? Ou bien qu'il doit se référer à l'activité à l'étranger dès lors qu'il s'agit d'une association étrangère ?

Au final, il nous semble que la position du Conseil d'État est pertinente. Le malaise vient de ce que le dispositif législatif et réglementaire est intellectuellement insatisfaisant. En effet, les raisons qui autorisent le refus d'autorisation d'une libéralité sont les mêmes que celles qui autorisent la dissolution d'un mouvement sectaire. Pourquoi l'administration s'opposerait-elle à une libéralité si elle n'a pas pris l'initiative d'une procédure de dissolution alors que ce qui justifie l'un fonde aussi l'autre au regard de la loi ? Plusieurs mauvaises réponses sont possibles : paresse, lâcheté, demi-mesure... Qu'on trouve le résultat cohérent ou non, c'est le législateur qui l'a voulu et le juge doit s'y conformer.

(8) C. civ., art. 910, al. 2.

(9) Décr. n° 2007-807 du 11 mai 2007, art. 6-4.



## CHRONIQUES

Sociétés civiles, associations et autres groupements

### 3. Inopposabilité des changements de président d'association non publiés, un défaut temporaire

[Chambéry, ch. civ., 1<sup>re</sup> sect., 27 mars 2018, n° 17/01831]

À la base, le défendeur contre une association qui l'avait assigné en justice s'est trouvé bien avisé de soulever l'inopposabilité de la nomination du nouveau président, celle-ci n'ayant pas été publiée en préfecture<sup>(10)</sup>. Le nouveau président qui agissait au nom de l'association était donc dépourvu de pouvoirs et son action était entachée d'une exception de nullité. Toutefois, la situation n'est pas demeurée figée, et l'association a promptement procédé aux opérations de publication, si bien que le juge a déclaré l'exception couverte, décision confirmée en appel, par application de l'article 121 du code

de procédure civile. La solution est certaine, la Cour de cassation a même, hors du droit associatif, cassé un arrêt d'appel qui avait retenu l'exception pour défaut de pouvoirs en raison de l'absence de présence devant les premiers juges, alors que la partie avait été représentée en appel<sup>(11)</sup>. Si la nullité peut être couverte au stade de l'appel, à plus forte raison l'est-elle lorsqu'elle l'a été au moment où le premier juge statue. Au demeurant, le droit associatif oriente dans cette direction puisque la loi consacre l'opposabilité des changements et modifications « à partir du jour où ils auront été déclarés »<sup>(12)</sup>.

398

## Gouvernance

### 4. Révision coopérative dans les banques coopératives et mutualistes

[Décr. n° 2018-228 du 30 mars 2018 relatif aux seuils de révision coopérative dans le secteur bancaire ; D. Hiez, *Sociétés coopératives Création Organisation Fonctionnement*, Dalloz, 2018, spéc. n° 352.41]

Si la soumission des banques coopératives s'imposait en principe depuis la loi ESS, elle demeurait subordonnée à la détermination réglementaire de son périmètre. On savait déjà que les banques ne seraient tenues d'être révisées qu'à la condition de dépasser durant deux exercices consécutifs le seuil de 50 salariés. La question restait toutefois débattue de savoir à quel niveau ce seuil devait être apprécié. Le décret susvisé vient préciser que c'est

au niveau régional, les caisses locales (auxquelles sont assimilées les sociétés locales d'épargne dans le réseau des caisses d'épargne) étant assimilées au sein d'un ensemble sur lequel porte la révision (C. mon. fin., art. R. 512-1). Ceci garantira que les petites caisses bénéficient de la mesure, ceci risque aussi de faire perdre de la substance à un contrôle qui peinera à appréhender les pratiques pour s'en tenir aux politiques plus abstraites.

(10) Loi du 1<sup>er</sup> juill. 1901, art. 5, al. 5.

(11) Civ. 2<sup>e</sup>, 25 mars 2010, n° 09-13.672, JurisData n° 2010-002460, publié au *Bulletin*.

(12) Loi du 1<sup>er</sup> juill. 1901, art. 5, al. 5.

avril-juin 2018 - ② - RTDCom.

Imprimé par Tous droits réservés

## Relations entre l'entreprise et ses membres

### 5. Coopératives et droit de la concurrence, vigilance maintenue

(Paris, pôle 5, ch. 7, 18 janv. 2018, n° 17/01703)

Si toutes les entreprises de l'ESS sont un jour ou l'autre en butte avec de grands principes juridiques en raison de leur inspiration dissidente, c'est du côté de la concurrence que les coopératives entrent en opposition régulière. La raison en est quasiment ontologique : là où le dogme de nos sociétés est que la concurrence est bonne pour tous, la coopération prône l'entente collective. Lorsque cette entente se réalise entre ouvriers dans une SCOP ou entre consommateurs dans une coopérative de consommation, le droit de la concurrence s'en désintéresse à peu près. Quand, en revanche, cela concerne des commerçants ou des agriculteurs (ou des coopératives agricoles regroupées en une union coopérative), les choses changent du tout au tout.

Dans l'arrêt rapporté, une coopérative d'installateurs de cuisine avait fait l'objet d'une condamnation par l'Autorité de la concurrence ; elle la contestait devant la cour d'appel de Paris, et ceci s'est manifesté en vain. Nous laissons de côté les aspects procéduraux<sup>(13)</sup> et concentrons nos observations sur les aspects qui intéressent le droit coopératif, et donc le droit de l'économie sociale et solidaire. Le reproche adressé à la coopérative consistait en une entente horizontale, entre tous les commerçants membres de la coopérative ; en effet, si on dépasse les arguments invoqués pour atténuer la réalité, les commerçants

s'interdisaient de se faire concurrence dans leur zone géographique respective, et des clauses permettaient de contrôler l'installation de nouveaux coopérateurs dans une zone déjà couverte par un commerçant coopérateur.

La solution ne surprendra pas, ce n'est pas la première fois que les coopératives sont ainsi dans la ligne de mire de l'Autorité de la concurrence, sur le terrain des atteintes verticales<sup>(14)</sup>. On pourrait pourtant invoquer quelques arguments pour sauver le dispositif, et la coopérative en avait invoqué certains. Le premier argument envisageable se trouve dans la loi qui a pris soin de valider explicitement certaines pratiques pour les coopératives de commerçants, à commencer par la définition et la mise « en œuvre par tous moyens d'une politique commerciale commune propre à assurer le développement et l'activité de ses associés, notamment [...] par la réalisation d'opérations commerciales publicitaires ou non pouvant comporter des prix communs »<sup>(15)</sup>. Malheureusement, cette disposition ne couvre pas les obligations de non-concurrence et le contrôle d'entrée de potentiels concurrents, et l'argument n'avait aucune chance. La jurisprudence récente s'est pourtant montrée respectueuse du droit coopératif en faisant échec aux tentatives pour le contourner par le contrôle de la rupture des relations commerciales<sup>(16)</sup>. Il s'agit toutefois peut-être moins d'une

399

(13) V. not. G. Decocq, CCC 2018, comm. 73.

(14) Aut. conc. 7 déc. 2010, n° 10-A-26, D. 2011. 540, obs. D. Ferrier ; *ibid.* 2961, obs. Centre de droit de la concurrence Yves Serra, avis rendu en matière de distribution alimentaire ; N. Dissaux, Avis de tempête sur les contrats d'affiliation dans le secteur de la distribution alimentaire, JCP 2011. 177.

(15) C. com., art. L. 124-1, 6°.

(16) Com. 8 févr. 2017, n° 15-23.050, D. 2017. 404 ; *ibid.* 2444, obs. Centre de droit de la concurrence Yves Serra ; *ibid.* 2018. 865, obs. D. Ferrier ; Rev. sociétés 2017. 636, note D. Hiez ; RTD civ. 2017. 372, obs. H. Barbier ; JurisData n° 2017-001815.

## CHRONIQUES

Sociétés civiles, associations et autres groupements

faveur pour les coopératives que l'expression du reflux du champ d'application de l'article L. 442-6, I, 5° du code de commerce<sup>17</sup>. Dès lors, il est hors de question d'inférer de l'exclusion des coopératives du champ d'application de ce texte une exception plus large au droit de la concurrence.

Mais alors, peut-on et faut-il imaginer une inflexion de la rigueur concurrentielle en matière coopérative, et plus largement d'économie sociale et solidaire ? Il nous semble que oui. Certes,

dans le contexte de l'espèce, le retrait du droit de la concurrence freinerait dans une certaine limite la libre concurrence entre membres du réseau coopératif. Mais, dans le même temps, cela lui apporte un soutien : la contrainte qui pèse sur les membres est une condition du succès de la coopérative, et celle-ci est une condition en retour de la survie de chacun des membres ; or la disparition de la coopérative et de ses membres réduirait la concurrence, ne laissant plus que de gros réseaux intégrés.

## 6. Pas de droit absolu d'information des membres

[Paris, pôle 1, ch. 2, 1<sup>er</sup> mars 2018, n° 17/07448]

400

Si le droit coopératif n'est pas très disert sur le droit à information des membres et qu'on s'en remet bien souvent au droit des sociétés, si le droit des mutuelles encadre surtout le droit à information des administrateurs<sup>18</sup>, le droit associatif reste obstinément muet. Fort des idéaux de transparence dont le droit associatif serait le reflet, les membres d'une association avaient saisi le juge des référés pour obtenir que l'association soit condamnée sous astreinte à lui fournir divers documents, en ce compris les contrats de travail de plusieurs cadres. Nous laissons de côté l'absence de motivation juridique par les demandeurs de la saisine du juge des référés, pour nous en tenir aux éléments qui peuvent nourrir la réflexion sur le droit des associations.

La cour relève ainsi que les appelants n'invoquent aucun texte pour fonder leur demande, « l'existence de devoirs d'information et de loyauté qui s'imposeraient à la SPA en tant qu'association et encore l'utilité pour eux de disposer des

documents en cause au motif que ces derniers ont permis d'établir les comptes et le budget de l'intimée ». La cour d'appel constate, à rebours, que même les appelants reconnaissent que les statuts ne prévoient pas de tels devoirs. Au contraire, « ils prévoient expressément à l'article 5.1 les conditions dans lesquelles les adhérents sont informés de son activité et les pièces qui leur sont adressées à cet effet ». Les appelants invoquaient que ces documents leur étaient nécessaires pour exercer leurs droits en assemblée générale. Pourtant, s'il est vrai que les membres de l'assemblée sont en droit d'obtenir un certain nombre de documents, l'irrespect de ce droit ne donne pas lieu à une exécution en nature, mais autorise les demandes d'annulation des décisions qui auraient été prises au cours d'une assemblée mal informée.

Ce n'est pas à dire que l'association est totalement exempte de toute obligation en la matière, mais celles-ci ne concernent pas les rapports internes

(17) H. Barbier, Vers l'émancipation des relations sociétaires et financières à l'égard de l'article L. 442-6 du code de commerce, RTD civ. 2018. 114.

(18) C. mut., art. L. 114-17.



à l'association. L'article 10 de la loi relative aux relations des citoyens avec leur administration consacre l'obligation pour les organismes de droit privé ayant reçu une subvention d'une certaine importance de communiquer à toute personne qui en fait la demande son budget et ses comptes, la convention de subvention ainsi que le compte rendu financier de cette subvention<sup>19</sup>. En outre, les associations ayant reçu certaines subventions doivent établir des comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultats et une annexe et les publier<sup>20</sup>. Par ailleurs, les associations sont, comme toute entreprise, soumises aux obligations comptables générales définies au code de commerce<sup>21</sup>. Les droits et obligations des membres de l'association sont fixés par les sta-

tuts. Seules des incitations externes font référence à ces informations, notamment à propos des conditions posées à l'obtention d'un agrément : en dernier lieu l'exemple de l'agrément des associations de lutte contre la corruption qui requiert « 5° Un fonctionnement régulier et conforme à ses statuts, présentant des garanties permettant l'information de ses membres et leur participation effective à sa gestion »<sup>22</sup>. En dehors de toute disposition légale générale, le juge ne peut pas plus ici qu'ailleurs fournir une orientation générale. La solution est insatisfaisante, non seulement parce que peu protectrice des membres, mais aussi parce qu'elle ouvre la porte à des demandes abusives comme en atteste l'espèce (les demandeurs ont d'ailleurs été condamnés de ce chef).

## 7. Précision sur les obligations d'information comptable, le livre journal comprend les livres accessoires

[Paris, pôle 1, ch. 2, 29 mars 2018, n° 17/12978]

401

L'association n'est pas soumise aux obligations comptables propres aux commerçants, mais certaines associations ont des obligations renforcées (par ex. *supra*, n° xx). Et en tout état de cause, que les obligations comptables résultent de dispositions spéciales ou statutaires, leur régime juridique se détermine bien souvent par référence au code de commerce. C'est ainsi que la cour d'appel de Paris a eu à trancher un litige à propos de la notion de « grand livre » et interpréter l'article R. 123-174 du code de commerce. Plusieurs associations membres d'une union avaient sollicité la communication de divers documents de l'union, parmi lesquels le grand livre. Insatisfaites, elles ont

saisi le juge pour faire ordonner cette communication. L'union s'y opposait en estimant que le document en question était librement consultable sur son site Internet ; or ceci ne comprenait pas les accessoires. La question était dès lors de savoir si les uns et les autres étaient dissociables ou si la fourniture du premier ne se concevait pas sans les seconds. C'est la seconde solution que retient la Cour, confirmant donc la condamnation de l'union.

L'article R. 123-174 du code de commerce dispose que les mouvements affectant le patrimoine de l'entreprise sont enregistrés opération par opération et jour par jour pour le livre-journal.

(19) Loi n° 2000-321 du 12 avr. 2000, art. 10, al. 6.

(20) C. com., art. L. 612-4.

(21) C. com., art. L. 123-12 s.

(22) Décr. n° 2014-327 du 12 mars 2014, art. 1<sup>er</sup>.

## CHRONIQUES

Sociétés civiles, associations et autres groupements

Tout enregistrement comptable précise l'origine, le contenu et l'imputation de chaque donnée ainsi que les références de la pièce justificative qui l'appuie. Les opérations de même nature, réalisées en un même lieu et au cours d'une même journée peuvent être récapitulées sur une pièce justificative unique.

Pour des besoins de commodité, lorsque la structure est d'importance, l'ensemble des mouvements l'affectant peut difficilement être contenu dans un seul livre, sous peine de le rendre illisible. En conséquence, nombre d'entreprises détaillent le livre-journal en différents journaux et livres auxiliaires, les opérations reprises dans ces livres auxiliaires

devant être centralisées au moins une fois par mois dans le livre-journal.

Il ressort par contre des textes et définitions susdits que lorsque la structure a fait le choix de tenir des livres et journaux auxiliaires, ces derniers sont l'accessoire nécessaire du livre-journal et doivent être considérés comme les détails ou les démembrements de ce livre-journal.

Seuls ces livres auxiliaires permettent au livre-journal général de remplir sa fonction.

La solution mérite d'être approuvée. Elle répond aux objectifs d'information assurés par les documents comptables.

## 8. Preuve de la capacité juridique et validité des cotisations obligatoires

402

(Civ. 1<sup>re</sup>, 28 févr. 2018, n° 17-11.146, inédit)

L'association Interprochasse a été créée en 2007 pour organiser la filière chasse en regroupant toutes les parties prenantes (chasseurs, fabricants d'armes, éleveurs de chiens de chasse...) et a été reconnue comme organisation interprofessionnelle. Face au refus d'un membre de la profession de payer les cotisations prévues par la loi, l'association agit en justice et elle obtient la condamnation. Le pourvoi invoque deux moyens : l'absence de preuve de la capacité d'agir en justice, et l'illicéité des cotisations au regard du 1<sup>er</sup> protocole additionnel de la Convention européenne des droits de l'homme du 4 novembre 1950.

La question de la preuve de la capacité juridique est presque anecdotique, liée à un problème de motivation sans intérêt. En revanche, on relèvera que la preuve de la déclaration en préfecture,

dont dépend la capacité juridique de l'association<sup>23</sup>, se fait en l'espèce par le récépissé d'une déclaration de modification des statuts. Autrement dit, la preuve n'est qu'indirecte ; la décision aurait pu être mieux rédigée. Rappelons en effet que l'article 5 subordonne la capacité juridique au fait que l'association soit rendue publique (al. 1<sup>er</sup>) ; or « L'association n'est rendue publique que par une insertion au Journal officiel »<sup>24</sup>. La Cour de cassation déduit de la production du récépissé de déclaration de modification des statuts l'existence de la déclaration de l'association elle-même ; mais ce n'est pas la déclaration qui compte, c'est la publication au Journal officiel. Ce n'est toutefois qu'un problème de rédaction, car le récépissé de modification des statuts ne peut être fourni sans que la publication au Journal officiel n'ait été établie.

(23) Loi du 1<sup>er</sup> juill. 1901, art. 5.

(24) Loi du 1<sup>er</sup> juill. 1901, art. 5, al. 3.



La conformité à la ou Conv. EDH] des cotisations imposées par la loi est plus complexe. À proprement parler, elle ne concerne pas les associations mais les groupements de producteurs des articles L. 632-1 et suivants du code rural. Outre que ces organisations sont souvent des associations ou des coopératives et se trouvent ainsi rattachées à l'économie sociale et solidaire, la question des cotisations forcées renvoie indirectement à la problématique des associations forcées. Lorsque l'organisation interprofessionnelle est reconnue, dès lors qu'il existe un arrêté d'extension interprofessionnel, son existence est reconnue comme remplissant une mission d'intérêt général<sup>25</sup>. À ce titre, l'association dispose de pouvoirs étendus d'organisation sur la filière, sous le contrôle des pouvoirs publics, ainsi que celui de bénéficiaire de cotisations, non pas seulement de ses membres, mais de tous les membres de la profession concernée<sup>26</sup>. Le moyen comportait deux branches rattachées chacune à une des exigences pour justifier les atteintes à la propriété : un but d'intérêt général, et une proportionnalité de l'atteinte.

Le pourvoi contestait qu'on soit en présence d'un intérêt général, dans la mesure où le juge de proximité relevait que l'association avait « pour objet de réunir les acteurs de la filière chasse afin de valoriser son image, de promouvoir les activités de ses membres et de défendre leurs intérêts économiques au niveau français et international ». Or, ceci ne caractériserait que l'intérêt d'une catégorie professionnelle, et pas l'intérêt général. La Cour de cassation refuse ce

raisonnement et, partant, de ces divers intérêts, elle déduit que l'arrêté d'extension (qui fonde le droit d'exiger le paiement des cotisations) poursuit un but légitime d'intérêt général. On ne peut que se féliciter de cette appréciation, aboutissement d'une évolution qui fait aujourd'hui les associations porteuses de parcelles d'intérêt général.

La seconde branche du moyen contestait qu'il y ait proportionnalité entre le montant de la cotisation (l'atteinte aux droits fondamentaux) et l'intérêt général poursuivi. On ne sera pas surpris que le juge n'y ait pas fait droit ; il lui serait délicat de se substituer à l'administration pour cette appréciation purement factuelle, qui plus est devant la Cour de cassation. On sera un peu plus étonné que la Cour n'ait pas pris la peine d'y répondre, ne le considérant pas de nature à entraîner la cassation. Pourtant, on se souvient que la Cour de cassation avait dû intervenir, par un arrêt de cassation, pour clarifier les modalités de contrôle de conformité au 1<sup>er</sup> protocole additionnel dans une même affaire d'organisation de producteurs<sup>27</sup>. La Cour y avait rappelé que la Cour européenne des droits de l'homme veillait à un juste équilibre entre les exigences de l'intérêt général de la communauté et les impératifs de la sauvegarde des droits fondamentaux de l'individu, y compris pour l'établissement des mesures qui fondent des contributions ou des amendes. Elle avait donc dû casser l'arrêt d'appel qui fondait la condamnation à payer les cotisations sur le fait que l'exigence de juste équilibre valait seulement pour le premier alinéa (expropriation) et non pour le second.

(25) C. rur., art. L. 632-2 s.

(26) C. rur., art. L. 632-6.

(27) Civ. 1<sup>re</sup>, 30 nov. 2016, n° 15-21.946, D. 2016. 2469 ; JurisData n° 2016-025385 ; RD rur. 2017, comm. 201, J.-J. Barbiéri.

## CHRONIQUES

Sociétés civiles, associations et autres groupements

### 9. Irrecevabilité de la constitution de partie civile d'une association de lutte contre la corruption en matière de financement électoral

(Crim. 31 janv. 2018, n° 17-80.659, D. 2018. 296 ; RSC 2018. 136, obs. R. Parizot ; JurisData n° 2018-000874 ; JA 2018, n° 575, p. 11, obs. X. Delpech ; Dr. pénal 2018, comm. 54, A. Maron et M. Haas ; Procédures 2018, comm. 125, obs. A.-S. Chavent-Leclère)

Chaque affaire criminelle dans laquelle une association tâche de faire valoir l'intérêt collectif dont elle se fait le champion en exécution de son objet défraie non seulement la chronique médiatique mais suscite aussi un intérêt marqué de la part de la doctrine juridique. Chacun de ces procès met en effet en lumière des questions de société sensibles, et participe de la recherche du difficile équilibre entre protection du monopole étatique de l'intérêt général et de la participation de la société civile à sa réalisation.

de la constitution de partie civile en matière de corruption<sup>29</sup>, après qu'est intervenu le législateur pour encadrer l'action associative en matière de lutte contre la corruption<sup>30</sup>.

Il faut donc distinguer deux situations, selon que l'action de l'association entre dans l'une des catégories d'habilitation spéciale de l'article 2 du code de procédure pénale ou pas. Dans le premier cas, il convient de vérifier que les conditions posées par le texte spécial sont scrupuleusement remplies pour déclarer la constitution de partie civile recevable. Si aucune habilitation législative spéciale n'est venue consacrer la possibilité de constitution de partie civile, alors le juge appréciera si les conditions générales de recevabilité posées à l'article 2 sont elles-mêmes réunies : un dommage personnel et direct. Compte tenu de la relative flexibilité de la définition du dommage personnel et direct, il devient parfois plus avantageux pour une association de ne pas entrer dans le cadre des articles sous l'article 2 du code de procédure pénale ; l'adoption de l'article 2-23 a ainsi été clairement analysée comme une réponse à la décision jugée trop libérale par certains de la Cour de cassation dans l'affaire *des biens mal acquis* (rappelons que c'est ce qui a contraint les poursuites dans les affaires de corruption de la FrancAfrique tandis que le parquet ne l'avait pas fait).

404

Que nous apprend au plan juridique le dernier arrêt en date, dont la sensibilité tenait à ce qu'il concernait le financement de la campagne présidentielle de 2012 ? L'association habilitée à agir pour défendre l'intérêt collectif n'est pas recevable si l'information judiciaire ne concerne aucune des infractions visées par le texte spécial et si elle ne démontre pas un préjudice direct et personnel. Est-ce si nouveau ? Certains auteurs considèrent que la solution vient heureusement mettre un frein à l'extension qu'avait marqué la Cour de cassation en 2010 dans l'affaire dite *des biens mal acquis*<sup>28</sup>. Mais des commentateurs de ce précédent arrêt considéraient qu'il ne s'agissait que d'une jurisprudence à l'époque établie, décisions antérieures à l'appui. D'autres arrêts sont venus rappeler la rigueur de l'analyse jurisprudentielle pour apprécier la recevabilité

(28) Crim. 9 nov. 2010, n° 09-88.272, D. 2010. 2707, obs. S. Lavric ; *ibid.* 2641, édito. F. Rome ; *ibid.* 2760, entretien G. Roujou de Boubée ; *ibid.* 2011. 112, point de vue M. Perdiel-Vaissière ; RSC 2011. 858, obs. X. Salvat ; JurisData n° 2010-020839.

(29) Crim. 11 oct. 2017, n° 16-86.868, P+B, D. 2017. 2101 ; AJ pénal 2018. 47, obs. L. Grégoire ; RTD com. 2017. 1018, obs. L. Saenko ; JurisData n° 2017-019857 ; JCP 2017. 1253, obs. B. Lapérou-Schneider.

(30) C. proc. pén., art. 2-23.

avril-juin 2018 - ② - RTDCom.

Imprimé par Tous droits réservés

Cet état du droit doit être mis en parallèle avec l'action civile des associations en dehors du domaine pénal. On y retrouve peu ou prou la même situation<sup>(31)</sup>. À côté de la recevabilité de l'action civile pour la défense de l'intérêt collectif de tous ses membres (au sens presque matériel), la jurisprudence manifestait traditionnellement une hostilité à l'action dans un intérêt collectif de celui de ses membres. On sait toutefois que progressivement cette réticence a été levée, d'abord par des habilitations spéciales (associations de défense de l'environnement, des consommateurs...), pour aboutir à l'affirmation générale : même hors habilitation législative, et en l'absence de prévision statutaire expresse quant à l'emprunt des voies judiciaires, une association peut agir en justice au nom d'intérêts collectifs dès lors que ceux-ci entrent dans son objet social<sup>(32)</sup>. Cette généralisation de la recevabilité de l'action au civil s'est accompagnée de l'application de critères tenant notamment à l'objet social<sup>(33)</sup>. Le résultat est totalement insatisfaisant parce que fondamentalement obscur. Les évolutions jurisprudentielles sont un phénomène courant, mais ici elles se télescopent

plus avec les interventions législatives plutôt qu'elles ne les complètent ou les accompagnent. Mentionnons encore l'encadrement des actions dans le domaine immobilier : par la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006, le législateur a introduit un nouvel article L. 600-1-1 au code de l'urbanisme, selon lequel « une association n'est recevable à agir contre une décision relative à l'occupation ou l'utilisation des sols que si le dépôt des statuts de l'association en préfecture est intervenu antérieurement à l'affichage en mairie de la demande du pétitionnaire ». Comme le relevait un auteur, il est anachronique au regard de nos conceptions napoléoniennes que le juge cherche à poser des principes généraux tandis que le législateur intervient sporadiquement sous la pression médiatique ou de groupes de pression. Alors, que penser de cette décision ? Nous n'entrerons pas dans le jeu des partisans ou opposants à l'action des associations pour la défense d'intérêt collectif ; nous nous contenterons de relever que le juge n'est plus en capacité dans ce fatras d'amener un peu de lumière, et nous espérons que la sagesse nous fera tantôt sortir du temps des poncifs.

(31) D. Hiez, *Association*, Rép. civil, n° 330 s.

(32) Civ. 1<sup>re</sup>, 18 sept. 2008, n° 06-22.038, Bull. civ. I, n° 201 ; D. 2008. 2437, obs. X. Delpech ; *ibid.* 2009. 393, obs. E. Poillot et N. Sauphanor-Brouillaud ; *ibid.* 2448, obs. F. G. Trébulle ; JurisData n° 2008-045004 ; JCP 2008. II. 10200, note N. Dupont ; JCP 2009. I. 123, n° 3, obs. P. Stoffel-Munck ; JCP 2009. I. 142, n° 5 obs. Y.-M. Serinet.

(33) D. Hiez, *préc.*, n° 338 s.



## CHRONIQUES

Sociétés civiles, associations et autres groupements

## Activités

**10. Extension du bénéfice du prêt de main-d'œuvre aux organismes à but non lucratif**

(Loi n° 2018-217 du 29 mars 2018 ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 sept. 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social, art. 11 22°)

Le prêt de main-d'œuvre est encadré et, traditionnellement, n'est autorisé qu'à titre désintéressé<sup>(34)</sup>. Les ordonnances Macron de l'automne dernier ont toutefois complété ce dispositif en permettant le prêt de main-d'œuvre sans condition aux PME et aux jeunes entreprises<sup>(35)</sup>. L'objectif n'est pas de permettre à l'entreprise prêteuse de tirer un bénéfice monétaire mais au contraire de lui permettre de ne pas facturer la totalité du coût salarial (ce que la rigueur du texte général n'autorise pas).

Le texte vient d'être complété pour bénéficier également aux organismes

à but désintéressé, on ne peut que s'en réjouir. Précisons toutefois que les entreprises bénéficiaires sont définies par référence à l'article 238 *bis* du code général des impôts, si bien qu'il s'agit (à gros traits) d'œuvres d'intérêt général, de fondations ou associations reconnues d'utilité publique et de fonds de dotation (sous certaines conditions), et d'autres organismes hors économie sociale et solidaire. On relèvera donc encore qu'il n'existe aucune appréhension propre à l'économie sociale et solidaire, mais que les anciennes classifications demeurent vivaces.

406

**Formes spéciales de l'économie sociale et solidaire****11. Dernier épisode dans la lutte du Crédit Agricole, le président du conseil d'administration ne peut être un dirigeant effectif**

(Trib. UE 24 avr. 2018, aff. jtes T-133/16 à T-136/16)

À la suite d'un changement de position consécutif à l'évolution du cadre réglementaire, l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution considère depuis 2014 que les présidents de conseil d'administration de banque coopérative ne

pouvaient plus être nommés comme dirigeants effectifs, les deux fonctions étant incompatibles. Le Crédit Agricole, qui trouvait un équilibre en nommant au binôme de dirigeants effectifs requis<sup>(36)</sup> un président de conseil d'administration,

(34) C. trav., art. L. 8241-2.

(35) C. trav., art. L. 8241-3 ; G. Duchange, Le prêt de main-d'œuvre - Ord. n° 2017-1387, 22 sept. 2017, art. 33, JCP S 2017. 1322.

(36) C. mon. fin., art. L. 511-13, al. 2.

avril-juin 2018 - 2 - RTDCom.

Imprimé par Tous droits réservés

soit un coopérateur élu, a contesté cette décision. Le Conseil d'État n'a pas fait droit à son action en annulation de la lettre de l'ACPR qui s'était opposée à une telle nomination<sup>37</sup>. La banque n'a pas eu plus de succès au plan européen, le Tribunal de l'Union européenne vient de rejeter sa contestation de la décision qu'elle avait fait adopter par la banque centrale européenne<sup>38</sup>.

Le tribunal justifie ainsi dans son communiqué de presse sa décision : « La notion de "dirigeant effectif" vise les membres de la direction générale, une fonction qui ne peut pas être cumulée avec une fonction non exécutive de surveillance » [communiqué de presse n° 54/18].

Que penser de cette décision ? À première vue, elle met à mal la prééminence que les coopératives cherchent à conserver aux coopérateurs face aux techniciens, et elle porte donc un nouveau coup à la gouvernance coopérative au sein des banques. Cela dit, il convient, à notre avis, d'être nuancé. D'abord, la perturbation de la gouver-

nance n'est pas spécifique aux banques coopératives, le système du contrôle prudentiel et les pouvoirs exorbitants qu'il implique pèsent tout autant sur les sociétés anonymes et la place des actionnaires souffre autant que celle des coopérateurs. Ensuite, on peut s'interroger tout à la fois sur l'efficacité de la nomination d'un coopérateur comme dirigeant effectif et sur l'absence d'alternative pour surmonter cette interdiction de cumul. À première vue pourtant, conférer à un coopérateur un pouvoir égal à l'autre dirigeant effectif est de nature à lui donner un poids sans équivalent. On aura cependant de la peine à trouver dans les pratiques du Crédit Agricole des vertus coopératives nettement supérieures à celles des autres banques mutualistes, ce qui peut faire douter de l'aptitude à dépasser le stade des symboles. Et, aujourd'hui, il n'est pas certain que les présidents de conseil d'administration soient sans pouvoir : si le tribunal leur refuse d'être dirigeant effectif, c'est parce que leur fonction est de surveiller : est-on bien sûr qu'ils surveillent autant qu'ils pourraient le faire ?

407

## 12. Incompatibilité du mandat parlementaire avec celui de président du conseil d'administration d'une caisse de banque coopérative

[Cons. Const. 12 avr. 2018, décis. n° 2018-38]

L'entrée au Parlement de nouveaux venus est toujours susceptible de soulever des questions nouvelles, et le président du Sénat s'est ému de la fonction de président du conseil d'administration d'une caisse de Crédit Agricole mutuel d'un sénateur. Or le Conseil constitutionnel lui donne raison d'avoir douté, puisqu'il déclare les deux fonctions incompatibles.

En cause était l'article L. 146 du code électoral, qui vise parmi les fonctions incompatibles avec le mandat parlementaire celles de président de conseil d'administration, de président et de membre de directoire, de président de conseil de surveillance, d'administrateur délégué, de directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans les sociétés ayant principalement un objet

(37) CE, 3<sup>e</sup> ch., 22 juill. 2016, n° 385608, inédit, RTD com. 2016. 517, obs. M. Storck.

(38) Trib. UE 24 avr. 2018, aff. jtes T-133/16 à 136/16.

## CHRONIQUES

Sociétés civiles, associations et autres groupements

financier et faisant publiquement appel à l'épargne. Or, le Conseil constitutionnel examine les compétences d'une banque mutualiste aux termes du code monétaire et financier et il relève que, non seulement elles peuvent consentir des prêts à leurs sociétaires voire à des tiers, mais que plus généralement elles peuvent effectuer toutes opérations de banque. Il en conclut qu'elles ont un objet principalement financier. Et comme l'article L. 512-1 du code monétaire et financier autorise les banques coopératives et mutualistes à faire appel public à l'épargne, la boucle était bouclée. Il est bon que la représentation nationale soit

vivifiée par les forces vives du pays, mais encore faut-il que cela ne mette pas à mal l'impartialité des représentants du peuple. La solution est toutefois liée à l'activité spéciale des banques coopératives et n'a pas vocation à s'étendre à d'autres entreprises de l'économie sociale et solidaire ; ne doivent ainsi pas être concernés les émetteurs et gestionnaires de monnaie locale<sup>39</sup>. En outre, même pour les faits de l'espèce, on peut se demander si le texte est encore bien adapté, dès lors qu'on voit que le pouvoir dans les banques glisse toujours davantage vers les dirigeants effectifs (*supra*, n° 11).

## Fiscalité

## 13. Notion d'association d'intérêt général et cercle restreint

408

(CAA Lyon, 5<sup>e</sup> ch. - formation à 3, 8 févr. 2018, n° 17LY00007, inédit)

Une association d'enseignement a délivré des reçus fiscaux à la suite de dons reçus, et elle se fait condamner de ce chef à des amendes fiscales. Elle conteste en justice, sans succès. On sait que pour pouvoir émettre de tels reçus, l'association doit être d'intérêt général, dans les conditions fixées à l'article 200 du code général des impôts. Or parmi les conditions requises pour être considérée comme association d'intérêt général, figure l'exigence de s'adresser à un public large et ouvert. La cour d'appel considère que cette condition n'est pas remplie et ce sont les considérations

qui la conduisent à cette conclusion qui permettent d'en cerner les critères.

Elle relève d'abord que l'association comprend environ 300 élèves, qui sont tous liés à des fondateurs ou des donateurs, peu important que la majorité des donataires ne soient pas membres et que les membres parents soient mineurs. La Cour relève encore que l'association n'est pas mentionnée dans les annuaires, ne réalise aucune opération de communication visant à accroître le nombre de ses adhérents. Bref, il s'agit d'un service ciblé.

(39) C. mon. fin., art. L. 311-5.



#### 14. Les organismes exemptés de l'impôt sur les sociétés et de la cotisation foncière des entreprises sont redevables de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises lorsqu'ils dépassent les seuils fixés

[CAA Paris, 2<sup>e</sup> ch., 14 mars 2018, n° 17PA01155, JurisData n° 2018-006586]

La Caisse nationale des barreaux français, qui remplit les fonctions d'organisme de sécurité sociale pour les avocats, a fait l'objet d'un redressement de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour des revenus tirés de la location de biens immobiliers en vertu de l'article 1586 *ter* du code général des impôts. Elle a contesté cette décision en justice, en s'appuyant notamment sur le fait qu'elle était un organisme à but désintéressé exempté d'impôt sur les sociétés au titre de l'article 206 du code général des impôts, et donc de la cotisation foncière des entreprises au titre de l'article 1447 dudit code. En effet, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises s'applique aux organismes qui exercent l'activité définie à l'article 1447, il n'était donc pas incongru de conclure que les entreprises déchargées de l'une l'étaient aussi de l'autre. Les premiers juges lui ont d'ailleurs fait droit mais, saisie par le ministre, la cour administrative renverse la solution et donne raison à l'administration fiscale. La Cour énonce :

« 3. Considérant qu'il résulte des dispositions du 2<sup>e</sup> alinéa du I de l'article 1447 du code général des impôts rappelées ci-dessus qu'elles instituent une présomption irréfragable du caractère professionnel des activités de location ou de sous-location d'immeubles nus, hors location ou sous-location d'immeubles nus à usage d'habitation, dès lors que ces activités génèrent un montant de recettes brutes supérieur ou égal à 100 000 euros ; que, dès lors, en vertu des dispositions de l'article 1586 *ter*, les personnes qui exercent de telles activités, et dont le chiffre d'affaires est supérieur au seuil fixé à cet article, sont redevables de la CVAE ; qu'est sans incidence la circonstance qu'en vertu du II de l'article 1447,

applicable à la seule cotisation foncière des entreprises, cette cotisation ne soit pas due par les organismes mentionnés au premier alinéa du 1 *bis* de l'article 206 qui remplissent les conditions fixées par ce même alinéa ; qu'est également sans incidence, pour l'application des articles 1447 et 1586 *ter*, la circonstance, invoquée par la Caisse, selon laquelle l'activité de location d'immeuble qu'elle exerce serait intrinsèquement liée à la réalisation de sa mission désintéressée et de ce fait non imposable sur le fondement du 5 de l'article 206 du code »...

De l'article 1586 *ter*, il apparaît que la détermination des organismes assujettis s'opère à travers deux conditions : elles « exercent une activité dans les conditions fixées aux articles 1447 et 1447 *bis* », et elles ont un chiffre d'affaires supérieur à 152 500 €. La deuxième condition n'était pas en cause en l'espèce, mais le renvoi opéré à l'article 1447 et 1447 *bis* soulève plus d'hésitations.

S'agissant de revenus tirés de location immobilière, c'est l'alinéa 2 de l'article 1447 du code général des impôts qui est plus particulièrement concerné. Il dispose :

« Pour l'établissement de la cotisation foncière des entreprises, les activités de location ou de sous-location d'immeubles, autres que les activités de location ou sous-location d'immeubles nus à usage d'habitation, sont réputées exercées à titre professionnel ; toutefois, la cotisation foncière des entreprises n'est pas due lorsque l'activité de location ou de sous-location d'immeubles nus est exercée par des personnes qui, au cours de la période de référence [...] en retirent des recettes brutes hors taxes, au sens de l'article 29, inférieures à 100 000 € ou un

## CHRONIQUES

Sociétés civiles, associations et autres groupements

chiffre d'affaires, au sens du 1 du I de l'article 1586 sexies, inférieur à 100 000 € ».

Et on trouve au II de l'article la disposition sur laquelle s'appuyait l'organisme de sécurité sociale :

« II. – La cotisation foncière des entreprises n'est pas due par les organismes mentionnés au premier alinéa du 1 bis de l'article 206 qui remplissent les trois conditions fixées par ce même alinéa ».

À quelles conditions renvoie la lettre de l'article 1586 ter ? La Caisse des barreaux et le premier juge y incluent le II, la

cour administrative non. Le résultat en est certainement une application différente des deux textes et une imposition dissociée. Mais la Cour dispose d'arguments solides, puisque le II concerne une exemption de l'impôt pour certaines personnes, et n'a donc rien à voir avec l'activité pour laquelle l'article 1586 ter renvoie à l'article 1447. Et pourtant, la détermination de ces personnes exceptionnellement exemptées n'est pas sans lien avec l'activité, puisque les modalités d'exercice de leur activité influent sur leur qualification aux termes de l'article 206. Bref, l'interprétation demeure incertaine.

### 15. Confirmation de la définition de l'exercice d'une activité lucrative

(CAA Paris, 2<sup>e</sup> ch., 14 mars 2018, n° 17PA01408, JurisData n° 2018-006586)

410

Une association contestait son assujettissement à l'ancienne taxe professionnelle, mais le juge a confirmé la solution. La jurisprudence est désormais établie, et la présente décision n'est que l'occasion d'un rappel.

« Qu'il résulte de ces dispositions (CGI, art. 206, par renvoi de, art. 1647 II) que les associations sont exonérées de taxe professionnelle dès lors que, d'une part, leur gestion présente un caractère désintéressé et que, d'autre part, leurs activités lucratives ne présentent pas un caractère prépondérant sans que les recettes d'exploitation correspondantes n'excèdent 60 000 euros au cours de l'année civile ; qu'est notamment regardée comme exerçant une activité lucrative une association qui, quelles que soient les modalités d'exercice de son activité, fournit des services aux entreprises qui en sont membres dans l'intérêt de leur exploitation ou fournit des services à un groupement qui lui-même fournit des services aux entreprises qui en sont membres dans l'intérêt de leur exploitation ; qu'en revanche, quel que soit le domaine dans lequel elle intervient et les conditions dans lesquelles

elle fournit des prestations, une association dont la gestion est désintéressée et dont les membres, quel que soit leur statut, n'exercent pas une activité à but lucratif ne saurait être regardée comme exerçant elle-même une telle activité ».

Peu importe que l'association ait une gestion désintéressée, il suffit qu'elle exerce une activité lucrative, ce qui résulte à suffisance du fait qu'elle fournit des services aux entreprises qui en sont membres dans l'intérêt de leur exploitation ou fournit des services à un groupement qui lui-même fournit des services aux entreprises qui en sont membres dans l'intérêt de leur exploitation. En l'espèce, l'association comptait parmi ses membres un groupement d'intérêt économique (GIE) et elle fournissait des prestations portant sur la gestion de régimes de prévoyance à ce GIE, lequel fournit lui-même aux sociétés françaises d'assurance qui le composent, en qualité de délégataire de certaines opérations d'assurance et de co-réassurance, des prestations diverses d'encaissement de primes et de versements de prestations, dans l'intérêt de leur exploitation.

avril-juin 2018 - ② - RTDCom.

Imprimé par Tous droits réservés



## 16. L'association agréée ne peut être assimilée à une association reconnue d'utilité publique

(Paris, pôle 6, ch. 12, 23 mars 2018, n° 16/07227, JurisData n° 2018-004503)

À première vue, rien n'autorise la confusion de l'association agréée avec l'association reconnue d'utilité publique, dans la mesure où les modalités d'obtention de l'une et l'autre diffèrent autant que les conséquences qui s'y attachent. C'est pourtant le législateur lui-même qui fait naître les hésitations. Ainsi, « l'union nationale et les unions départementales et locales d'associations familiales jouissent de plein droit de la capacité juridique des associations reconnues comme établissements d'utilité publique lorsqu'elles ont obtenu l'agrément prévu au troisième alinéa »<sup>40</sup>.

La question peut être importante, et elle a des incidences fiscales non négligeables. En effet, les « fondations et associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif dont l'activité est de caractère social » sont exonérées du versement transport<sup>41</sup>.

Naturellement, une association familiale agréée a été mise en demeure de payer le versement, décision qu'elle a contestée. Les juges du fond hésitent mais la Cour de cassation tranche en défaveur de l'assimilation : « les unions départementales des associations familiales constituées dans les conditions fixées par l'article L. 211-7 du code de l'action sociale et des familles n'ont pas le caractère d'associations ou de fondations reconnues d'utilité publique au sens du texte exonératoire »<sup>42</sup>. La cour d'appel qui statue aujourd'hui ne fait que reprendre la solution de la Cour de cassation, ses seuls apports sont d'en expliciter la justification.

« [...] il résulte des dispositions de l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 rela-

tive au contrat d'association, que les associations sont reconnues d'utilité publique par décret en Conseil d'État. L'association en cause n'établissait ni n'alléguait avoir bénéficié d'un tel décret et que les dispositions de l'article L. 211-7 ne pouvaient s'y substituer.

Il suffit d'ajouter que pour qu'une association soit reconnue d'utilité publique, elle doit réunir les conditions fixées par les articles 10 et 11 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et de l'article 12 du décret du 16 août 1901, lesquelles ont été rappelées par le ministre de l'Intérieur dans une réponse en date du 15 juillet 2008 publiée au journal officiel.

La demande de reconnaissance d'utilité publique, signée de toutes les personnes compétentes en vertu des statuts de l'association, est adressée au ministère de l'Intérieur accompagnée de toutes les pièces justificatives et notamment des statuts types élaborés par ce ministère et approuvés par le Conseil d'État. Après instruction éventuelle de la demande, celle-ci est transmise au Conseil d'État qui émet un avis sur le projet de décret de reconnaissance qui lui est soumis. La reconnaissance d'utilité publique ne peut intervenir qu'après une période probatoire de trois ans ».

Il suffit dès lors de constater que l'association n'a ni suivi la procédure indiquée ni rempli les conditions requises. La solution nous semble exacte, mais il manque une étape du raisonnement, car enfin il faut bien en passer par l'interprétation de l'article L. 211-7 du code de l'action sociale et des familles. Le problème n'est pas tant que l'association n'ait pas satisfait aux exigences de la reconnaissance d'utilité publique que

411

(40) CASF, art. L. 211-7, al. 4.

(41) CGCT, art. L. 2531-2 pour l'Île-de-France, L. 2333-64 hors Île-de-France.

(42) Civ. 2<sup>e</sup>, 8 oct. 2015, n° 14-24.240.



## CHRONIQUES

Sociétés civiles, associations et autres groupements

de ce que la disposition en cause n'assimile pas l'association agréée à l'association reconnue d'utilité publique, mais se contente d'attribuer à la première la

capacité juridique de la seconde. L'objectif est parfaitement circonscrit : fixer les limites de cette capacité juridique, pas davantage.

## 17. Cotisation URSSAF des mutuelles

(Civ. 2<sup>e</sup>, 15 févr. 2018, n° 16-27.834)

412

Les taxations d'assurance évoluent tellement vite que la jurisprudence n'est pas toujours d'un grand secours pour guider l'interprète, la solution qu'elle arrête ne valant que pour une période déjà bien ancienne. S'agissant de l'article L. 862-4 du code de la sécurité sociale, en cause en l'espèce, on en compte pas moins de quinze versions depuis 2000. Quoi qu'il en soit, la question se posait de l'étendue de l'assiette de la contribution due. La mutuelle d'assurance mise en demeure par l'URSSAF de régler un certain montant, saisit une juridiction de sécurité sociale pour le contester. Le litige portait sur le point de savoir si les primes et cotisations correspondant à des garanties de frais de santé accessoires incluses dans des contrats d'assurance « dommage » devaient être

intégrées à l'assiette de la contribution. C'était la position de l'URSSAF, contestée, tandis que la mutuelle d'assurance faisait valoir que les primes ou cotisations afférentes à une garantie ayant un lien avec la santé qui est accessoire par rapport à l'objet même du contrat auquel elles se rapportent ne peuvent être assujetties. La Cour de cassation tranche en faveur de l'application large de l'article : *ubi lex non distinguit, non distinguere debemus*. De fait, le texte ne s'attache pas à l'objet du contrat ni à la qualité du prestataire mais à la contrepartie des cotisations et primes. C'est d'ailleurs cette même interprétation du lien entre la prime et la prestation qui avait conduit la même Cour à exclure de l'assiette les dotations versées par les comités d'entreprise <sup>43</sup>.

(43) Civ. 2<sup>e</sup>, 11 juill. 2013, n° 12-20.299, JurisData n° 2013-014476.